

La Colombie, pour l'accès à l'éducation pour tous

Image not found or type unknown



Par María Josefina Arce

Le gouvernement dirigé par Gustavo Petro a soumis à l'examen des Colombiens deux projets de loi visant à réformer le système éducatif colombien, en garantissant l'accès à l'éducation comme un droit pour tous et en augmentant le financement des universités publiques.

L'objectif des autorités, qui encouragent un dialogue national pour parvenir à un consensus sur la question, est d'intégrer les différents points de vue du pays.

Des discussions ont déjà eu lieu et se poursuivent dans le secteur de l'éducation. Les suggestions des élèves, des enseignants, des directeurs d'établissements d'enseignement ont été entendues. Aujourd'hui, l'ensemble de la population est appelé à s'unir pour construire la réforme de l'éducation.

La communauté des enseignants et des étudiants a félicité le gouvernement d'avoir pris en compte leurs demandes et d'avoir maintenu le dialogue ouvert afin de réaliser les changements nécessaires dans

le système éducatif.

Les défis sont importants, car il existe des lacunes dans l'accès à l'éducation, ce qui limite les possibilités d'un avenir meilleur et d'une alternative de vie différente. Les experts soulignent que c'est ainsi que se perpétue le cycle de la pauvreté.

Chaque année, un grand nombre d'abandons scolaires sont signalés, soit en raison du manque de ressources, du manque d'infrastructures, de la nécessité d'aider la famille ou de la qualité insuffisante de l'enseignement. Rien qu'en 2022, plus de 333 000 élèves ont abandonné l'école et quelque 643 000 ont échoué dans leurs études.

Cette situation est encore plus complexe dans les zones rurales, où les enfants et les jeunes, en l'absence d'écoles, doivent parcourir de longues distances, sur des routes difficiles d'accès, pour rejoindre leur établissement.

C'est pourquoi le gouvernement du président Gustavo Petro encourage le changement dans ce domaine important. L'un des projets vise à réglementer le droit à l'éducation.

L'autre vise à réformer la loi 30 de 1992 pour transformer l'enseignement supérieur en Colombie et en faire une prérogative fondamentale et un bien commun.

Parmi les mesures envisagées figure l'élargissement de l'accès à ce niveau d'éducation sur la base de critères de vulnérabilité socio-économique, d'équité et de population. Il propose également de renforcer financièrement les établissements publics d'enseignement supérieur.

Le président Gustavo Petro s'est engagé à opérer un changement profond dans la nation sud-américaine, afin de garantir les droits de l'homme les plus fondamentaux à tous les Colombiens, pour une vie plus digne.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/329739-la-colombie-pour-laces-a-leducation-pour-tous>



Radio Habana Cuba